

Récit de Palestine. Construire, reconstruire, résister

Première partie : Tagada/together

Depuis 17 ans, l'association France-Palestine de Rennes organise des départs pour soutenir la cueillette des olives en Palestine occupée. Des colonies israéliennes, de plus en plus nombreuses, s'installent en Palestine. Les colons agressent alors les Palestiniens et Israël, pour étendre ses colonies (d'habitations ou industrielles), vole des terres en Palestine. La présence de civils internationaux constitue une protection pour les Palestiniens au moment des cueillettes, du fait des relations diplomatiques entre pays mais aussi parce qu'ils témoignent à leur retour.

Pour comprendre l'ampleur de la colonisation, la longueur du mur de séparation est éloquent. Alors que la Cisjordanie fait 400 km du nord au sud, le mur en fait environ 750. Le mur n'est pas achevé et est une séparation de béton mais aussi de grillage, de barbelés. Il n'est donc pas une ligne droite mais contourne les colonies en Palestine, ce qui rend – sur place – très difficile d'avoir le sens de l'orientation. Par exemple, en évitant mur et check point, nous avons parcouru 100 km en 4 heures.

Les check point sont très nombreux : certains sont fixes et d'autres mobiles. Le contrôle des passeports s'y fait par l'armée israélienne et vise surtout les Palestiniens. Dans un bus par exemple, les internationaux restent dans le bus tandis que les Palestiniens doivent descendre. Bien souvent, la couleur des passeports français suffit à nous laisser passer alors que les Palestiniens doivent montrer des autorisations à accéder à la suite de la route (en Palestine), et il n'est pas rare que certains soient laissés au bord de la route.

La Palestine est divisée en trois zones depuis les accords d'Oslo : A, B, C. En zone A, c'est l'Autorité de Palestine qui en est la responsable civile et militaire. En zone B, l'Autorité de Palestine est également responsable de l'administration mais c'est à Israël que revient la responsabilité militaire. En zone C, Israël a le pouvoir à la fois administratif et militaire. Les Palestiniens ne peuvent y construire de bâtiments sans l'autorisation d'Israël et ne peuvent pas y faire de

travaux (route, eau courante par exemple).

Cette division en trois zones explique qu'en Palestine, certaines routes sont israéliennes et d'autres palestiniennes et qu'à l'intérieur même de la Palestine, les Palestiniens sont empêchés de circuler librement au travers des check point. Ces zones devaient être temporaires, jusqu'en 1999, échéance qui devait garantir le retrait d'Israël de Palestine. Ce retrait n'ayant pas eu lieu, cela déclenche la seconde Intifada en 2000 qui servira de prétexte à la construction du mur de séparation qui débute en 2002.

Les lieux de cueillettes dans lesquels les volontaires internationaux se rendent, se situent justement en zone C, tout près des colonies. Bien souvent les Palestiniens n'ont pas accès au champs qui leur appartient ou bien ont un accès très limité (deux heures, ou une fois dans la semaine, le mois), n'obtiennent pas forcément l'autorisation d'y accéder – le champs se situant en zone C – et ne peuvent donc pas correctement entretenir leurs arbres et leur terrain. C'est aussi du fait de la proximité des colonies que les agressions physiques sont fréquentes. C'est pourquoi ce sont sur ces lieux que nous nous rendons avec les Palestiniens, sans avoir la certitude qu'ils obtiendront l'autorisation de passer, ni l'autorisation de passer avec nous.



Nous passons la première semaine à Farkha, un village d'un peu plus de mille habitants près de Salfit dans le nord de la Cisjordanie. Les murs de Farkha sont marqués par l'idéologie communiste – Che Guevara, la faucille et le marteau sont graffés sur les murs – mais aussi par le passage des volontaires internationaux comme ce tag au fond d'un abribus « Antifa international ».

A Farkha, nous sommes accueillis chez Sakina et Nidhal. Sakina doit avoir autour de soixante ans. Active de 5h du matin à 23h du soir entre les préparations du pain, des repas, le travail au champs et son rôle de présidente de la coopérative de femmes de Farkha. Cette coopérative réunit 18 femmes qui investissent 320 dinars jordaniens quand elles entrent dans la coopérative, soit environ 410 euros. Elles y travaillent à tour de rôle en fonction des besoins et gagnent 8 shekels de l'heure, l'équivalent d'environ 2 euros (le smic en Palestine). Cette coopérative fait de la conserverie et produit notamment du piment sous une forme proche de la harissa, des concombres lacto-fermentés et des aubergines farcies aux amandes. Ces

femmes vendent à Salfit et Naplouse et espèrent vendre en Jordanie et à l'international. Elles ne sont pas limitées par l'absence de demandes, qui existent d'ores et déjà, mais par leurs capacités productives.

Nidhal est membre du P.A.R.C., une association paysanne palestinienne et du Palestinian People's Party (le parti communiste palestinien). Très actif, il mobilise militants palestiniens et volontaires internationaux autour d'une cause commune. Lors d'un voyage à Lyon et à Grenoble, en France, il rencontre Pierre Rabhi dont il s'inspire à Farkha : la construction d'un éco-jardin avec des techniques de permaculture, la fabrication d'énergie solaire, de biogaz, la réutilisation de pneus pour planter des pommes de terre, afin d'éviter de brûler des pneus, etc. D'un éco-jardin, il passe au projet de l'éco-village : panneaux solaires, et constructions d'infrastructures lors d'un festival international annuel avec des volontaires internationaux.

C'est en tant que membre du P.A.R.C qu'il organise des cueillettes avec des groupes comme le nôtre, afin de soutenir les paysans palestiniens qui accèdent difficilement à leurs champs et sont agressés par les colons. Notre présence constitue une protection et un témoignage. Le témoignage est un devoir annoncé avant le départ et rappelé par les palestiniens. Quitte à se répéter entre témoins internationaux, tant que la Palestine ne sera pas libre, il faudra raconter, pour ne pas laisser une situation qui dure depuis des décennies, basculer dans un ordinaire que nous ne racontons plus, et que sans prendre garde, nous acceptons.

Lorsque nous arrivons début octobre, les olives ne sont pas mûres. Nidhal nous emmène donc travailler sur son éco-jardin avec Zeynoub, l'ânesse qui rend de solides services en portant les charges lourdes. Nous séparons la terre des pierres, pour construire des terrasses cultivables, et sur l'une d'entre elles, nous plantons des figuiers de barbarie. Lorsqu'il nous propose de nommer la terrasse que nous avons construite, nous choisissons Tagada Place. Parce que les premiers jours, alors que nous parlions anglais avec notre accent français et que Nidhal parlait anglais avec son accent arabe, nous comprenions « tagada » dans beaucoup de ses phrases « Nous allons cueillir les olives tagada, nous irons à Naplouse tagada » jusqu'à ce que nous comprenions enfin qu'il disait... together !



Autour de Farkha, nous apercevons très nettement la colonie d'Ariel, construite en 1978 au moment même de la signature des accords de Camp David. Une partie est composée d'habitations, des maisons aux toits rouges, toutes identiques. Une autre partie est

industrielle. La volonté est de s'étendre et l'armée israélienne vole les terres palestiniennes.





Ainsi, en rentrant un soir à Farkha, nous apprenons qu'un champ d'un paysan palestinien a été saccagé à coup de bulldozer par l'armée israélienne. Israël utilise une ancienne loi ottomane autorisant à récupérer un champ abandonné pour le vendre à un autre paysan. Sauf qu'Israël ne vend pas le champ à un autre paysan mais le récupère pour ses colonies et que la notion d'abandon est largement contestable. Dans le cas présent, le paysan est propriétaire de ce champ depuis deux ans et y avait planté des oliviers du même âge. L'armée l'a enjoint de retirer tous ses oliviers et aménagements de son champ dit « abandonné » afin qu'elle le récupère. Comme le paysan en question n'a pas obtempéré, l'armée détruit le champ en une heure, avec des bulldozers et envoie la facture au propriétaire du terrain. Ce dernier ne la paie pas et engage un avocat. Nidhal mobilise le village et les différents partis politiques, ainsi que le groupe qui nous succède, afin de reconstruire le champ et son aménagement le samedi suivant. L'armée ne viendra pas ce jour-là mais détruira un autre champ d'un paysan voisin. Après lui avoir proposé de racheter sa terre, et après le refus du paysan palestinien, elle détruira une nouvelle fois, à coup de bulldozer, un champ sur lequel existait cette fois-ci, dix

ans de travail.



*« Moi je ne hais pas mes semblables
Et je n'agresse personne
Mais... si jamais on m'affame
Je mange la chair de mon spoliateur. »*

Mahmoud Darwish, « Carte d'identité », dans *La poésie palestinienne contemporaine*, poèmes traduits par Abdellatif Laâbi, Paris, Messidor, 1990